

# Perspectives

N°22/067 – 22 février 2022

## EUROPE – L'Allemagne à la table des faux-semblants ?

Si l'action des leaders européens a nourri les espoirs (vains ?) d'une solution diplomatique, elle a surtout remis en lumière les divisions au sein de l'OTAN et de l'Europe. Au centre de ces divisions : la position allemande, résultat des clivages internes à la majorité. Pour certains de ses alliés, l'ambiguïté de l'Allemagne irait jusqu'à miner les efforts de dissuasion de l'Occident.

De multiples interventions diplomatiques se sont succédé à un rythme effréné pour tenter de désamorcer l'escalade du conflit ukraino-russe. Le gouvernement allemand fraîchement élu a dû rapidement trouver ses marques et assumer une place de premier rang à laquelle il ne pouvait se soustraire en tant que première puissance économique européenne. L'affirmation d'un leadership allemand en matière de sécurité militaire et de défense ? C'est un costume difficile à revêtir dans un pays où la Constitution, les institutions et le système électoral limitent la concentration des pouvoirs et encadrent strictement le recours à l'armée, laissant comme principal levier d'action la diplomatie commerciale pour pacifier les conflits. La question de la sécurité militaire et de la défense de l'Europe a jusqu'ici été déléguée à l'OTAN et aux États-Unis, une position que la France aimerait faire évoluer mais dont l'Allemagne a du mal à se départir...

### Composer avec une alliance hétéroclite ?

Au-delà des déclarations de solidarité et de fermeté affichées officiellement par la coalition, l'alliance tripartite allemande a bien du mal à faire ressortir une position unanime à l'encontre de la Russie. Le Parti social-démocrate (SPD) a jusqu'ici été le plus réticent à soutenir l'Ukraine principalement en raison des divisions internes, une partie des membres considérant le partenaire russe comme privilégié (au nom de l'Ostpolitik) et ne voulant surtout pas le froisser. Par ailleurs, le parti est favorable à la réalisation du projet de gazoduc Nord Stream 2 dont l'issue est essentielle à l'approvisionnement énergétique du pays. Le parti des Verts exerce une position plus ferme vis-à-vis de la Russie et de ses tentatives d'emprise sur les pays de l'est de l'Europe. Il s'est progressivement éloigné de ses racines pacifistes et anti-OTAN pour adopter un engagement fort en faveur du multilatéralisme et de l'Union européenne. Le parti s'affirme volontiers intransigeant en matière de respect des droits de l'Homme et de l'État de droit et s'est clairement opposé à la construction du projet Nord Stream 2 dans son programme politique. Il s'oppose par ailleurs vigoureusement aux exportations d'armes létales en dehors du cadre européen et de l'OTAN. Le Parti libéral (FDP) est sur une ligne plus réservée. S'il est ouvertement critique sur les relations avec la Russie et la mise en fonction du gazoduc, il n'émet cependant aucun avis tranché sur les éventuelles sanctions à prendre à l'encontre de la Russie, laissant la ministre des Affaires étrangères (du Parti des Verts) prendre la main. La coalition tricolore au gouvernement soutient publiquement le droit à l'intégrité territoriale ukrainienne ainsi que celui de choisir librement ses accords de sécurité, mais son soutien semble « plutôt timide » si ce n'est « passif », privilégiant une étroite collaboration avec les autres pays européens et l'OTAN et craignant de déplacer la question ukrainienne sur le plan d'une relation bilatérale avec la Russie. À l'inverse, le discours d'investiture du président fédéral, Frank-Walter Steinmeier, contrastait nettement avec cette position très « prudente » et pointait très clairement la responsabilité russe dans le conflit.

## Des intérêts économiques à défendre ?

La question des intérêts économiques allemands est évidente en raison de l'approvisionnement gazier dont devrait bénéficier l'Allemagne si elle obtient la certification européenne sur le gazoduc Nord Stream 2, actuellement à l'étude. Le pays dépend en effet pour moitié du gaz importé russe et s'est lancé dans une transition énergétique de grande ampleur impliquant l'abandon du charbon d'ici à 2030 et la sortie définitive du nucléaire dès cette année. Les besoins énergétiques à combler seront rapidement croissants.

Cependant, l'Allemagne considère qu'il s'agit d'une relation de dépendance mutuelle entre elle et la Russie et que toutes deux ont des intérêts communs à préserver. C'est vraisemblablement la raison pour laquelle le chancelier a laissé planer le doute sur la menace de représailles qu'il pourrait brandir en cas d'invasion par la Russie de l'Ukraine. Après avoir martelé à plusieurs reprises que le projet de gazoduc relevait du secteur privé dans lequel le gouvernement ne devait pas intervenir, il a par la suite, et sous la pression américaine, concédé que toutes les options étaient sur la table. Lors de sa récente réunion avec le président américain Biden, le chancelier s'est contenté d'acquiescer lorsque celui-ci affirmait que sa mise en route ne se ferait pas en cas d'escalade du conflit. Olaf Scholz s'est limité à une déclaration très sobre et prudente dans laquelle il confirmait que des sanctions économiques importantes seraient engagées, sans pour autant les détailler.

## Un soutien financier mais pas militaire !

L'Allemagne se défend de ne pas venir suffisamment en aide à l'Ukraine en signalant qu'elle fournit une aide financière importante avec près de 2 milliards d'euros versés depuis 2014. Elle s'est par ailleurs engagée à continuer, en débloquant près de 150 millions d'euros supplémentaires. Toutefois, son soutien matériel se révèle limité, l'État fédéral allemand n'étant pas autorisé à exporter des armes vers les pays autres que ceux de l'UE ou de l'OTAN. Les exportations d'armes létales vers les pays tiers doivent faire l'objet d'une validation parlementaire et sont officiellement répertoriées au Bundestag. Dans le cas actuel, l'Allemagne se retranche derrière l'Union européenne et l'OTAN pour répondre à l'assistance demandée mais se refuse à fournir des armes létales ou à envoyer un quelconque contingent militaire sur place.

## Des sanctions dissuasives ?

Les sanctions envisagées à l'égard de la Russie en cas d'escalade dans le conflit sont multiples mais non officiellement listées par l'Union européenne qui se réserve le droit de graduer sa réponse proportionnellement aux attaques que l'Ukraine pourrait endurer. Outre les sanctions économiques visant des entreprises et des personnalités russes, il est envisagé de ne pas accorder la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 ou de suspendre l'accès de la Russie au système de règlements internationaux Swift. Cette dernière hypothèse semble peu réaliste dans la mesure où cela couperait la Russie du paiement de ses livraisons de gaz passant par les autres gazoducs venant approvisionner l'Europe, ce qui conduirait à une impasse pour l'ensemble des pays européens. La non mise en exploitation du nouveau gazoduc serait plus pénalisante pour l'Allemagne ; le pays pourrait cependant importer davantage de gaz naturel liquéfié américain avec un coût énergétique plus élevé. Les sanctions évoquées semblent donc faiblement dissuasives.

## L'absence d'ambition géopolitique

Le problème majeur que soulève le projet Nord Stream 2 est qu'il ne répond pas à une concertation stratégique européenne mais est davantage le fruit de l'initiative allemande visant à couvrir ses besoins énergétiques à long terme. D'une part, la question énergétique est étroitement liée à la politique étrangère et de sécurité et devrait faire l'objet d'une planification européenne plus poussée afin de garantir plus d'efficacité et de cohérence. D'autre part, l'avenir énergétique allemand est dépendant d'une plus forte intégration et synchronisation du réseau électrique européen qui pour l'heure reste insuffisante si elle veut atteindre ses objectifs de transition écologique et s'affranchir de la dépendance gazière russe.

## Muscler sa politique extérieure à l'Est

L'Allemagne semble frileuse en matière de politique étrangère avec ses voisins de l'est de l'Europe, fragilisant la crédibilité de la politique de voisinage de l'Union européenne alors que la Russie s'affirme en tant que grande puissance sur la scène internationale. À son niveau, l'Allemagne peut encore intensifier ses efforts dans le partenariat oriental pour limiter les tentations hégémoniques de la Russie, une perspective qui pourrait davantage satisfaire aux demandes répétées américaines d'une plus grande prise de responsabilité de l'UE sur les questions sécuritaires. Mais son attitude dans la confrontation des dernières semaines a approfondi les suspicions parmi les pays nordiques, baltes et d'Europe centrale sur son ambivalence envers la Russie et a creusé le clivage au sein de l'UE sur l'orientation stratégique du continent.

*Article publié le 18 février 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)*

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
22/02/2022	<u>Asie – Singapour peut-elle s'imposer comme une alternative crédible à Hong Kong ?</u>	Asie
18/02/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/02/2022	<u>L'Europe vote Mattarella</u>	Italie
16/02/2022	<u>Italie – Recul de la production en fin d'année</u>	Italie
15/02/2022	<u>ECO Tour 2022 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	France, sectoriel, macroéconomie
14/02/2022	<u>Royaume-Uni– Conjoncture, Flash PIB : faible impact d'Omicron sur le PIB au T4</u>	Royaume-Uni
11/02/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
11/02/2022	<u>L'insolente santé de l'économie coréenne</u>	Asie
09/02/2022	<u>France – Comprendre l'accélération récente et les écarts d'inflation suivant les habitudes de consommation</u>	France
09/02/2022	<u>Mexique – Élève sérieux et appliqué</u>	Amérique latine
08/02/2022	<u>Ukraine – L'hiver de la grande incertitude</u>	PECO
07/02/2022	<u>Parole de banques centrales – La BoE à la conquête du temps perdu</u>	Royaume-Uni
04/02/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/02/2022	<u>Parole de banques centrales - BCE : entre la lettre et l'esprit, les marchés achètent l'esprit</u>	Zone euro

### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

**Secrétariat de rédaction** : Véronique Champion

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :**

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*